Burundi : Enquête judiciaire sur une « liste noire » de personnalités « à abattre »

PANA, 09 mai 2011Bujumbura, Burundi - Le prÃ©sident de lâ€™Observatoire de lutte contre la corruption, les malversations Ã©conomiques (OLUCOME), Gabriel Rufyiri, a comparu lundi devant un magistrat instructeur du tribunal de grande instance de Bujumbura pour rÃ©pondre de la divulgation dâ€™une prÃ©sumÃ©e Â«Â liste noireÂ Â» dâ€™activistes des droits et opposants politiques qui seraient dans le collimateur du pouvoir en place au Burundi, apprend-on du prÃ©venu.La liste comprendrait une quarantaine de membres influents de la SociÃ©tÃ© civile, des journalistes et opposants politiques Â«Â Ã abattreÂ Â».
Au sortir de lâ€™audience, le prÃ©sident de lâ€™OLUCOME a dÃ©clarÃ© Ã la presse quâ€™il avait eu Ã rÃ©pondre Ã trois questionsÂ Â» du magistrat, sans les prÃ©ciser.Â«Â Je reste disposÃ© Ã collaborer mais la justice a Ã©tÃ© dÃ©jÃ mise sur la câ€™est Ã elle maintenant de pousser encore plus loin les investigations pour en savoir plus sur le dossierÂ Â», a-t-il estimÃ©.Les membres du gouvernement burundais avaient Ã©clairÃ© lâ€™opinion la semaine derniÃ¨re sur les vÃ©ritables Â«Â ennemis publicsÂ Â» du moment dans le pays, en faisant surtout allusion Ã dâ€™anciens chefs rebelles en exil qui Å“uvreraient Ã relancer la guerre civile dans le pays.Le ministre de la DÃ©fense nationale et des Anciens combattants, le gÃ©nÃ©ral Pontien Gaciyubwenge, a accusÃ© les anciens chefs rebelles, LÃ©onard Nyangoma, du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD) et Agathon Rwasa, des Forces nationales de libÃ©ration (FNL) dâ€™Ãªtre Ã lâ€™origine dâ€™insÃ©curitÃ©, principalement dans Bujumbura-Rural, une province frontaliÃ¨re de la capitale burundaise et berceau de l'insurrection armÃ©e au Burundi.Le chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a donnÃ© deux mois aux corps de dÃ©fens et de sÃ©curitÃ© pour Ã©touffer dans l'Å“uf toute vellÃ©itÃ© de relance des hostilitÃ©s dans le pays au sortir de plus d'une dÃ© de guerre civile ayant fait au moins 300.000 morts et poussÃ© Ã l'exil plus d'un million de Burundais.